

Résumé

Les maladies non transmissibles représentent un fort poids épidémiologique, mais aussi économique pour les pays. La problématique de ce type de maladies se positionne ainsi comme un vrai enjeu de santé publique. Mais aussi comme un vrai enjeu politique pour les décideurs qui ont un intérêt d'agir dans ce domaine eu égard à la demande sociale, pour les actions publiques, qui est également croissante. Parmi les principaux facteurs de risque des maladies non transmissibles, on compte la nutrition déséquilibrée, dont l'inactivité physique, qui est un facteur comportemental à caractère évitable. En effet, la sédentarité et les pathologies qui l'accompagnent telles que l'obésité, liées au changement de nos modes de vie sont devenues une des préoccupations majeures de la santé publique mondiale et la France n'est pas une exception. Ainsi, la promotion de l'activité physique s'avère un moyen nécessaire à toute politique sanitaire nationale. L'Organisation mondiale de la santé, ainsi que les entités de l'Union européenne proposent un cadre réglementaire et des conseils de « bonnes pratiques » aux pays. Cependant, de nouveaux mécanismes sont nécessaires pour rendre la prévention par l'activité physique plus efficace : guider le choix et la prise de décision politique, et mettre les enjeux de la santé publique, notamment l'activité physique, dans l'agenda politique général. Trois instruments paraissent répondre à cette problématique : la recherche des actions basées sur des preuves, l'évaluation économique des actions de prévention et l'évaluation d'impact sur la santé des politiques publiques.

Abstract

Non-communicable diseases represent a huge epidemiological and economic weight globally. The burden of non-communicable diseases is a real public health issue but also a real challenge for policy makers who have an interest to act in this area. In addition, the social demand for public action is also growing. One of the major risk factors of non-communicable diseases is physical inactivity, which is behavioral factor and thus avoidable. Indeed, physical inactivity, and diseases that accompany it such as obesity, that are related to changes in our lifestyles, have become a major concern for global public health, and France is not an exception. Thus, the promotion of physical activity proves to be a necessary element of any national health policy. The World Health Organization, as well as the European Union, suggest a regulatory framework and offer "good practice" advice to government entities. However, new mechanisms are needed to make prevention through physical activity more effective: to guide choice and decision making of policy makers and to put the public health issues, in particular physical activity, on the general political agenda. Three instruments appear to address this issue: the research of the evidence-based actions, the economic evaluation of prevention, and health impact assessment of public policies.